

LA LETTRE

DE L'OBSERVATOIRE DE LA COMPÉTITIVITÉ

N°5 | DÉCEMBRE 2006

EN ROUTE VERS LISBONNE: 2^e COLLOQUE LUXEMBOURGEOIS SUR L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Les effets de la globalisation sont devenus de plus en plus perceptibles au sein de l'Union européenne et au Luxembourg. Le monde entier étant en compétition économique, nous nous trouvons dans une situation qui nécessite une action déterminée et rapide afin de nous adapter à cette nouvelle situation.

La stratégie de Lisbonne, relancée sous présidence luxembourgeoise, est entrée dans sa deuxième année. Le Gouvernement vient récemment de communiquer un premier rapport de mise en œuvre des grandes lignes définies dans son "Plan national pour l'innovation et le plein emploi" à Bruxelles. Ce rapport de mise en œuvre se base principalement sur le paquet équilibré de mesures retenues en avril 2006 par le Comité de coordination tripartite, ayant pour but de moderniser le pays afin de soutenir la croissance économique à long terme tout en respectant les deux autres piliers du développement durable: le volet social et environnemental. Une des priorités majeures de l'action gouvernementale doit être de développer une économie de la connaissance axée sur la R&D et l'innovation.

Au Luxembourg, le Gouvernement attache une importance particulière à l'information des acteurs économiques et du grand public. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan national pour l'innovation et le plein emploi doivent être largement partagés. Le second colloque international "En route vers Lisbonne" organisé sous mon patronage par l'Observatoire de la Compétitivité, le STATEC et le Centre de Recherche Public Henri Tudor a remporté un grand succès. Il a permis de rapprocher décideurs, chercheurs et partenaires sociaux. Les résultats d'études et d'analyses réalisées au Luxembourg ont été présentés et mis en perspective avec des analyses et études de cas internationales.

Les diverses contributions et discussions ont soulevé de nombreuses questions critiques sur l'émergence d'une société de la connaissance, sur la cohérence des politiques engagées, sur les résultats attendus et sur les difficultés de mises en œuvre rencontrées.

S'il est aujourd'hui clair que nous n'atteindrons pas l'objectif d'être l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde en 2010, cela ne veut pas dire que nous avons eu tort de nous fixer cet objectif ambitieux! Car si l'Europe dans son ensemble, et notre pays en particulier, n'a plus les ambitions nécessaires pour avancer et moderniser rapidement, les chances de pouvoir rivaliser avec les pays émergents s'amenuiseront.

En vous souhaitant bonne lecture.



Jeannot Krecké,
Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur

300 PARTICIPANTS, CHERCHEURS, DÉCIDEURS PUBLICS ET PRIVÉS ET REPRÉSENTANTS DES PARTENAIRES SOCIAUX, ONT DÉBATTU SUR LA "STRATÉGIE DE LISBONNE"

La deuxième édition du colloque luxembourgeois sur l'économie de la connaissance dans une perspective européenne a mis l'accent sur les défis de l'éducation et de la formation continue, qui est un des piliers de la stratégie de Lisbonne.

UN FORUM OUVERT AUX INTERVENANTS LUXEMBOURGEOIS ET EUROPÉENS

Le président du Conseil d'administration du CRP Henri Tudor, Monsieur **Jean de la Hamette**, a ouvert les discussions et a souligné qu'un des objectifs majeurs du colloque était de passer en revue les résultats des études et analyses faites au Luxembourg, tout en les mettant dans une perspective internationale.



Hans Vijlbrief, Serge Allegrezza, Jeannot Krecké, Viviane Reding, Jean de la Hamette et Claude Wehenkel lors de l'ouverture du colloque le 9 novembre 2006

Viviane Reding, membre de la Commission européenne, a fait le point sur un "paradoxe luxembourgeois" de croissance économique élevée et d'investissements R&D médiocres. Les technologies de l'information et de la communication devraient davantage constituer une priorité au Luxembourg pour assurer une croissance durable. Le Luxembourg semble néanmoins avancer dans la bonne direction.

Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et coordinateur national de la stratégie de Lisbonne, a concentré son intervention sur la mondialisation qui s'est accélérée drastiquement depuis le début du nouveau millénaire et dont les effets sont devenus très perceptibles auprès du grand public, au Luxembourg notamment à travers l'affaire Arcelor-Mittal.

Claude Wehenkel, administrateur délégué du CRP Henri Tudor, est d'avis qu'il faut essayer d'éviter de trop se focaliser sur les indicateurs d'*input* en matière de R&D et d'innovation, car les liens directs entre les indicateurs d'*input* et d'*output* sont souvent difficiles à mettre en évidence. Le débat doit plutôt se concentrer sur l'optimisation du système d'innovation et en l'occurrence la transparence du système, la distinction des missions, la séparation des rôles qui en découle et la limitation du nombre d'acteurs sur le terrain. Finalement, la simplification administrative devrait aussi contribuer à améliorer les performances globales du système.

Hans Vijlbrief, président du groupe de travail "Examens Pays" du Comité Politique Economique à Bruxelles, a souligné l'importance de la stratégie de Lisbonne. Il a insisté sur le fait que chaque pays membre doit s'engager activement afin de "*Bringing Lisbon Home*", à savoir de renforcer davantage la compétitivité de l'UE sur la scène mondiale.

Serge Allegrezza et Alain Kirman, Directeur du STATEC respectivement professeur à l'Université d'Aix-Marseille, ont abordé les liens qui existent entre la croissance économique et le capital humain. A cet effet, une amélioration du taux de scolarisation supérieure constitue pour monsieur Allegrezza une condition *sine qua non* pour construire la société de la connaissance.

Monsieur Kirman a plaidé en faveur d'une hiérarchisation des universités selon leurs performances, en citant l'exemple de l'inefficacité du système français en matière d'éducation supérieure et en le comparant au système universitaire anglo-saxon. Dans cet ordre d'idées, monsieur **André Richier** de la Commission européenne a également mis en exergue un besoin accru de construire des liens plus étroits entre les systèmes éducatifs et les entreprises.



Alain Kirman, professeur à l'Université d'Aix-Marseille

LA TABLE RONDE SUR LE PLAN NATIONAL POUR L'INNOVATION ET LE PLEIN EMPLOI

La table ronde sur le Plan national pour l'innovation et le plein emploi a été introduite par monsieur **François Biltgen**, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Ministre du Travail et de l'Emploi. Il a rappelé qu'environ 40% des emplois qui sont actuellement créés au Luxembourg constituent des emplois à vocation universitaire, alors que trois-quarts des demandeurs d'emploi ne disposent pas de diplôme. Il faut d'une part investir dans la formation de base et la formation tout au long de la vie.

Jean-Jacques Mertens, directeur associé à la Banque européenne d'investissement (BEI), a présidé la table ronde sur, entre autres, les questions suivantes: Que faire pour adapter les compétences du capital humain aux besoins de l'économie? Quel peut être le rôle d'un meilleur recours à l'égalité des chances pour répondre aux challenges précédents? Quel rôle pour l'université, les entreprises et les instituts de recherche dans une économie de la connaissance?

Pierre Bley, secrétaire général de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL), **Alex Bodry**, député et président de la Commission parlementaire de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, **Lionel Fontagné**, professeur à l'Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), **Maddy Mulheims**, conseillère de gouvernement 1^{re} classe au Ministère de l'Egalité des chances, **Jean-Claude Reding**, président de l'OGB-L, **Rolf Tarrach**, recteur de l'Université du Luxembourg et finalement **Claude Wehenkel**, administrateur délégué du CRP Henri Tudor, ont assisté à la table ronde. Les thèmes abordés étaient: un concept interrégional en matière de formation, les passerelles entre les différentes formations, un encadrement social pour l'école afin de réduire les problèmes dus aux inégalités sociales, la remise en cause du schéma classique du diplôme à travers une focalisation accrue sur un besoin de reconnaissance des compétences et la nécessité de prendre en compte les besoins de l'économie dans l'orientation scolaire des jeunes. Le projet pilote du "*Neie Lycée*" axé sur les compétences a été évoqué dans ce contexte.



R&D, INNOVATION ET COMPÉTITIVITÉ/NORMES, ÉLÉMENTS MOTEURS DE L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Le 10 novembre 2006, la recherche, l'innovation et la compétitivité se sont invitées au menu d'une table ronde bien garnie. **Georges Schmit**, Directeur général au Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, a exposé en avant-première diverses nouvelles mesures gouvernementales destinées à favoriser l'innovation dans les entreprises et à fournir des réponses aux défis majeurs en relation avec la R&D. Il s'agit donc d'une part d'approfondir les instruments et efforts existants, et d'autre part d'élargir l'éventail des instruments incitatifs. **Carlo Duprel** du Fonds National de la Recherche, a fait une intervention sur les forces et faiblesses du Luxembourg en termes d'innovation. Sans négliger les efforts engagés dans la recherche, et notamment des pouvoirs publics, la répartition des tâches peut être optimisée, et l'Université doit jouir d'un support fort au cours des premières années d'existence.

Matthieu Farcot du CRP Henri Tudor et du Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (BETA) de l'Université Louis Pasteur à Strasbourg a repensé le rôle économique du brevet d'invention dans une économie fondée sur la connaissance.

Vincent Dautel du CEPS/INSTEAD a présenté une analyse sur base des données luxembourgeoises de l'enquête communautaire sur l'innovation portant sur la période d'observation 2002-2003 dans le but de porter notre attention sur l'incidence de l'innovation sur le succès commercial des entreprises. L'étude bibliométrique des brevets luxembourgeois réalisée par le Centre de Veille Technologique (CVT) du CRP Henri Tudor pour mesurer la création et la diffusion des connaissances a permis d'élaborer une série d'indicateurs de création et de diffusion de connaissances technologiques au Luxembourg.



Ces analyses synthétisent les flux de connaissances à travers des cartes mondiale et européenne qui permettent de suivre la diffusion technologique des pays "inventeurs" vers les pays "déposants".

Charles-Henri Di Maria et Julien Ciccone du CRP Henri Tudor ont présenté une étude, lancée par l'Observatoire de la Compétitivité, sur la productivité totale des facteurs, le progrès technologique ainsi que l'évolution de l'efficacité dans le secteur industriel luxembourgeois pour la période 1985 à 2004. Cette analyse permet de décomposer les indices de productivité totale des facteurs en gain d'efficacité et en progrès technologique pur. Ces études empiriques indiquent que la croissance annuelle de la PTF était d'environ 1,7 % en moyenne entre 1985 et 2000 mais que celle-ci était tombée à 0,7 % à partir de 2000 avec une reprise dans le secteur industriel en 2004. Une relation étroite a été trouvée entre la variation de la PTF, la dynamique d'une entreprise et l'évolution de l'indicateur de confiance dans le secteur industriel.

Nicolas Poussing du CEPS/INSTEAD a étudié l'utilisation de l'Internet au travail et à domicile: la question qui se pose est si ces usages sont complémentaires ou substituables? L'analyse des déterminants de l'adoption d'Internet à domicile montre que les usages d'Internet au travail et à domicile sont liés.

Jean Ries du Centre de Recherche Public Henri Tudor a présenté une étude lancée par l'Observatoire de la Compétitivité en collaboration avec le CRP Henri Tudor et le STATEC sur la typologie des entrepreneurs au Luxembourg. Cette étude vise à constituer une définition de l'entrepreneur-type au Luxembourg. Les données utilisées proviennent des résultats provisoires de l'Enquête sur les Entreprises Nouvelles créées en 2002, réalisée par le STATEC dans le cadre du projet "Factors of Business Success".

A TITRE DE CONCLUSION...

Ce deuxième colloque "En route vers Lisbonne" a permis d'objectiver les débats et de peaufiner le juste chemin à prendre par le Grand-Duché dans son trajet vers les objectifs Lisbonne en tenant compte des spécificités de l'économie luxembourgeoise et des effets de la globalisation. Les discussions scientifiques ainsi que les diagnostics courageux montrent des signes relativement prometteurs.

Plus de détails relatifs au colloque peuvent être consultés sur les sites Internet de l'Observatoire de la Compétitivité www.odc.lu et du CRP Henri Tudor www.tudor.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur

Les versions PDF de ce numéro de "La Lettre de l'Observatoire de la Compétitivité" ainsi que des numéros précédents peuvent être téléchargées à l'adresse suivante:

www.odc.lu

**Pour de plus amples informations,
veuillez contacter:**

**Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur
Observatoire de la Compétitivité**

19-21 Boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
Tél. +352 478 4155
Fax +352 26 86 45 18
info@odc.public.lu
www.odc.lu